



# Déclaration d'un accueil avec hébergement



Annexe I

Arrêté du 22 septembre 2006  
relatif à la déclaration préalable aux accueils de mineurs  
prévus à l'article R. 227-2 du code de l'action sociale et des familles

Cette déclaration est à renvoyer à la direction (régionale et) départementale de la jeunesse et des sports  
du domicile ou du siège social de l'organisateur

Cadre réservé à l'administration

Date de dépôt de la déclaration : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ N° d'enregistrement du séjour : .....

N° d'organisateur : .....

Déclaration complète

Projet éducatif joint

vacances

court

spécifique : .....  dans une famille

## Organisateur

### Personne morale

Type :  Association  Comité d'entreprise  Autre (préciser) : .....

Société commerciale  Collectivité territoriale (préciser) : .....

Dénomination sociale : .....

Adresse du siège : ..... Téléphone : .....  
.....

Portable : .....  
.....

Commune : ..... Code postal : .....

Adresse électronique : ..... Télécopie : .....  
.....

Représentant légal : (facultatif pour les collectivités territoriales)

M<sup>me</sup>  M<sup>lle</sup>  M  Fonction : .....

Nom de naissance : ..... Prénom : .....

Nom d'usage : .....

Lieu de naissance : ..... Date de naissance : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

Déclarant : (uniquement si différent du représentant légal)

M<sup>me</sup>  M<sup>lle</sup>  M  Fonction : .....

Nom de naissance : ..... Prénom : .....

Nom d'usage : .....

Lieu de naissance : ..... Date de naissance : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

### Personne physique

M<sup>me</sup>  M<sup>lle</sup>  M

Nom de naissance : ..... Prénom : .....

Nom d'usage : .....

Lieu de naissance : ..... Date de naissance : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

Adresse : ..... Téléphone : .....  
.....

Portable : .....  
.....

Commune : ..... Code postal : .....

Adresse électronique : ..... Télécopie : .....  
.....

### Assurance

Compagnie d'assurance : .....

N° du contrat en responsabilité civile de l'organisateur : .....

N.B. : les pièces suivantes doivent pouvoir être présentées lors d'une inspection

- le document prévu à l'article R. 227-25 du code de l'action sociale et des familles (projet pédagogique)
- les documents relatifs aux personnels et aux mineurs
- le contrat d'assurance
- la copie du procès-verbal de la dernière visite de la commission de sécurité contre l'incendie.

# Séjour

## Type

vacances     court     spécifique (préciser <sup>(1)</sup>) : .....     dans une famille  
(1) : sportif, linguistique, artistique et culturel, ou rencontre européenne de jeunes (cf. arrêté du 1<sup>er</sup> août 2006 relatif aux séjours spécifiques mentionnés à l'article R. 227-1 du code de l'action sociale et des familles).

## Dates

du ..... au .....     déclaration annuelle (pour séjours spécifiques autorisés et séjours de vacances dans une famille en France)

## Modalités

Séjour organisé :     en France     à l'étranger (préciser) : .....  
                                   fixe                                    itinérant

## Mineurs accueillis

Total = .....    Moins de 6 ans = .....    6 à 11 ans = .....    12 à 17 ans = .....  
L'accueil concerne-t-il majoritairement des mineurs handicapés ?     oui     non

## Animateurs ou assimilés

Total = .....    Qualifiés = .....    Stagiaires = .....    Sans qualification = .....

## Directeur(trice) (si connu(e))

M<sup>me</sup>     M<sup>lle</sup>     M     Qualification : .....  
Nom de naissance : .....    Prénom : .....  
Nom d'usage : .....  
Lieu de naissance : .....    Date de naissance : \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_

# Hébergement

## Locaux utilisés en France

N° du local : .....  
numéro communiqué par le gestionnaire du local

Adresse (si local en cours d'enregistrement) : .....  
Commune : .....    Code postal : \_ \_ \_ \_ \_

## Hébergement hors locaux ou 1<sup>ère</sup> étape d'un séjour itinérant ou hébergement à l'étranger

Lieu d'implantation : .....  
Adresse : .....  
Pays : .....

Je soussigné(e) ..... déclare sur l'honneur :

- la sincérité des renseignements portés sur ce formulaire,
- ne pas être en incapacité ou interdit d'organiser un accueil de mineurs,
- m'engager à vérifier avant le début de l'accueil que les personnes appelées, à quelque titre que ce soit, à prendre part à un accueil de mineurs n'ont pas fait l'objet d'une mesure administrative prise en application des articles L. 227-10 et L. 227-11 du code de l'action sociale et des familles,
- m'engager à prendre connaissance du contenu de l'extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) les concernant, sans préjudice des vérifications faites par les collectivités publiques locales (telles que prévues à l'article R. 79 du code de procédure pénale) et de celles réalisées par le représentant de l'Etat dans le département, au titre de l'article L. 133-6 du code de l'action sociale et des familles,
- m'engager à fournir dès que j'en ai connaissance et au plus tard 8 jours avant le début du séjour (2 jours s'agissant des organisateurs de séjours spécifiques pour lesquels cette disposition est prévue) :
  - l'identité et la qualification du directeur et des membres de l'équipe d'encadrement permanente,
  - l'identité des autres personnes concourant à l'accueil,
  - les effectifs de mineurs par tranche d'âge.

Cachet  
(personne morale)

Fait le \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ à .....  
Signature (précédée de la mention manuscrite "certifié exact")

Les déclarations mensongères sont passibles de sanctions pénales (article 441-6 du code pénal).

Les informations données peuvent faire l'objet d'un traitement informatisé ; les droits d'accès et le droit de rectification doivent être effectués auprès de la direction départementale de la jeunesse et des sports du lieu de déclaration.